

IRAN

Les obsèques de Montazeri tournent à la manifestation contre le pouvoir

Le grand ayatollah dissident Hossein Ali Montazeri a été inhumé hier à Qom, au sud de Téhéran, en présence d'une foule immense lors de funérailles qui ont pris l'allure d'une manifestation contre le pouvoir iranien et ont été émaillées d'incidents.

Des dizaines de milliers de partisans de l'ancien dauphin de l'imam Khomeiny entré en dissidence, voire des centaines de milliers selon certains sites Internet de l'opposition, ont accompagné sa dépouille jusqu'au mausolée de Masoumeh, important sanctuaire de l'islam chiite iranien où il a été inhumé en milieu de matinée.

Deux des dirigeants de l'opposition au président Mahmoud Ahmadinejad, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karubi, présents à la cérémonie, avaient appelé à une journée de «deuil public» hier et à une participation populaire aux obsèques.

«Montazeri n'est pas mort, c'est le gouvernement qui est mort», a scandé la foule qui arborait de nombreux foulards, écharpes ou bracelets verts, signes de ralliement de l'opposition, selon les sites d'opposition. Toujours selon les mêmes sources, la foule a également crié de nombreux slogans hostiles au «dictateur», surnom

donné par les manifestants au président Ahmadinejad depuis sa réélection contestée le 12 juin.

Les médias étrangers, dont l'AFP, n'avaient pas été autorisés à assister aux funérailles de l'ayatollah Montazeri, décédé samedi à l'âge de 87 ans.

Des incidents ont éclaté après les cérémonies, lorsque la police est intervenue contre des manifestants qui criaient des slogans hostiles au gouvernement devant la maison de l'ayatollah disparu, selon le site d'opposition Kaleme.org.

Quelques centaines de bassidjis – les miliciens du régime islamique – s'en sont pris pour leur part à cette maison, arrachant les traditionnelles bannières de deuil dont elle était ornée, a rapporté le site réformateur Rahesabz. Durant les funérailles, selon Rahesabz, d'autres incidents avaient déjà opposé la foule venue rendre hommage à l'ayatollah disparu et des miliciens qui tentaient d'étouffer les slogans hostiles au pou-



voir avec des haut-parleurs. Les médias officiels se sont bornés à rapporter que les obsèques de l'ayatollah Montazeri s'étaient déroulées «en présence de ses partisans».

Le site Internet de la télévision d'Etat a toutefois reconnu que «certains» participants avaient «cherché à créer des tensions en criant des slogans extrémistes et controversés».

Théologien et juriste respecté, l'ayatollah Montazeri était l'un des théoriciens de la révolution de 1979 et l'un des artisans de la constitution de la République islamique. Proche de l'imam Khomeiny, il avait été son dauphin officiel pendant plusieurs années avant que ses dénonciations répétées des excès du régime n'aboutissent à son éviction en 1989, suivie d'un exil forcé à Qom.

Il était devenu ces dernières années une figure emblématique de l'opposition réformiste au sein du régime. Très critique à l'égard du président Ahmadinejad, il avait dénoncé à plusieurs reprises la répression des manifestations ayant suivi sa réélection contestée en juin. Cette répression a fait 36 morts selon les chiffres officiels – 72 selon l'opposition – et des milliers d'arrestations.

Trois jours avant sa disparition, il dénonçait encore «la mort de gens innocents», «l'arrestation de militants politiques réclamant la liberté» et les «procès-spectacle illégaux» d'opposants au pouvoir.

Le prix Nobel de la Paix Shirin Ebadi a rendu hommage hier à l'ayatollah Montazeri, «père des droits de l'homme» en Iran. «J'ai appris de vous que le silence des opprimés aide les oppresseurs et que je ne devais pas demeurer silencieuse», a déclaré la militante iranienne des droits de l'homme sur le site Rahesabz.

Les Etats-Unis ont aussi adressé un message de condoléances, saluant l'engagement du défunt pour les droits universels et les libertés.

AFGHANISTAN

Assaut taliban et combats dans l'Est afghan

Deux rebelles bardés d'explosifs ont été tués hier par les forces de sécurité afghanes après avoir brièvement pris d'assaut un immeuble de Gardez, capitale de l'instable province de Paktia (est), a annoncé à l'AFP la police locale, en annonçant la fin des combats.

Les deux hommes, équipés de vestes piégées, habituellement utilisées pour les attentats suicide, ont attaqué et pris le contrôle du bâtiment, situé à 200 m d'un poste de police, vers 10h (5h30 GMT), a indiqué le général Azizuddin Wardak, le chef de la police de la province. Ils ont ensuite affronté les forces de sécurité locales, qui ont encerclé le bâtiment avant de les tuer, a-t-il ajouté.

L'assaut a été revendiqué auprès de l'AFP par un porte-parole des rebelles talibans, par téléphone et depuis un lieu inconnu.

Les rebelles mènent depuis un an des attaques kamikazes meurtrières de plus en plus fréquentes contre les bâtiments officiels à Kaboul et dans les provinces, où l'autorité du gouvernement central reste faible.

«C'est fini, il y avait deux assaillants et ils ont été tués», a annoncé le général Wardak, en précisant qu'un policier et trois civils, dont une femme, avaient été blessés dans les combats.

Les assaillants étaient équipés de fusils d'assaut, de lance-roquettes et de grenades à main, et portaient des vestes bourrées d'explosifs, qui se sont déclenchés lorsque la police a tiré sur eux, selon le général Wardak.

Annoncée par le ministère de l'Intérieur, l'attaque avait été confirmée à l'AFP par la police et un responsable gouvernemental sous couvert d'anonymat.

La province instable de Paktia, située à la frontière du Pakistan, est l'un des bastions de la rébellion afghane menée par les talibans contre le gouvernement de Kaboul et ses alliés internationaux de l'armée américaine et de la force de l'Otan. Les forces étrangères comptent aujourd'hui environ 113 000 soldats dans le pays, huit ans après le début de l'intervention internationale, menée par les Etats-Unis, qui a chassé les talibans du pouvoir.

Malgré leurs renforcements réguliers, les troupes internationales se sont jusqu'ici révélées incapables d'endiguer la rébellion menée par les talibans, qui a gagné du terrain depuis trois ans.

Le président américain Barack Obama a annoncé début décembre l'envoi de 30 000 soldats supplémentaires en Afghanistan et sollicité ses alliés de l'Otan à contribuer à sa «nouvelle stratégie» face aux talibans. 36 pays alliés se sont depuis engagés à y envoyer près de 7 000 renforts au total.

NIGERIA

Des affrontements entre agriculteurs et bergers font au moins 32 morts

Au moins 32 personnes ont été tuées dans des affrontements entre des agriculteurs et des bergers qui ont attaqué un village de l'Etat de Nassarawa (centre du Nigeria), a-t-on indiqué hier de source parlementaire.

Les violences ont éclaté vendredi lorsque des bergers ont attaqué Udeni Gida, un village d'agriculteurs, a affirmé Mohamed

Baba Ibaku, représentant de ce district au Parlement de l'Etat de Nassarawa. «Tôt vendredi, des bergers ont assiégé et attaqué le

village, munis d'armes, alors qu'un retour à la normale avait été observé suite aux précédentes violences il y a deux semaines», a déclaré à la presse M. Baba Ibaku.

«Samedi, nous avons dénombré 32 morts, de nombreuses mai-

sons brûlées et des fermes détruites», a-t-il ajouté.

Selon ce parlementaire, la plupart des victimes sont des agriculteurs. Des affrontements similaires avaient éclaté il y a quinze jours dans le même secteur et fait un mort.

NÉPAL

L'Onu «préoccupée» face à l'escalade de la violence

Les Nations unies ont exprimé hier leur préoccupation après l'escalade de la violence au Népal, où une grève générale a été lancée dimanche par le Parti communiste unifié-maoïste (UCPN-M, opposition) pour dénoncer la décision du chef de l'Etat de maintenir dans ses fonctions le chef de l'armée, Rookmangul Katwal.

Selon le bureau de la Commission des droits de l'homme des Nations unies au Népal, l'Onu «est profondément préoccupée» par les derniers développements survenus dimanche dans la capitale Katmandou où un policier a

été tué et plusieurs personnes ont été blessées lorsque les manifestations avaient dégénéré en heurts entre les forces de l'ordre et les protestataires.

M. Ritchard Bennett, responsable du bureau onusien, a également indiqué que «ces violences sont les pires depuis plusieurs années à Katmandou» appelant, par ailleurs, toutes les parties à «faire preuve de retenue» en vue d'apaiser la tension dans le pays.

Vingt personnes ont été blessées dimanche lorsque les forces de l'ordre ont dispersé «par la force» une manifestation de maoïstes organisée à Katmandou, dans le cadre d'une grève générale de trois jours. Par

ailleurs, 62 maoïstes avaient été arrêtés dans tout le pays pour avoir commis des actes de vandalisme, selon la même source. Les maoïstes ont remporté les élections au Népal en avril 2008, abolissant du même coup la monarchie, mais le gouvernement est tombé en mai après la démission du Premier ministre.

Ce dernier a invoqué la décision du président népalais Ram Baran Yadav de maintenir dans ses fonctions le chef de l'armée, Rookmangul Katwal, pourtant limogé par le gouvernement pour «insubordination». Les maoïstes exigent que le chef de l'Etat présente des excuses après sa décision qu'ils jugent inconstitutionnelle.